

Manifeste européen contre la commercialisation du système sanitaire

Les professionnel-le-s de la santé font entendre leur voix

29. Octobre 2012

L'organisation du système sanitaire relève de la responsabilité des pouvoirs publics. Nous, professionnel-le-s de la santé, sommes chargé-e-s de diagnostiquer, traiter et prévenir les maladies de nos patients ou de nos patientes. Nous accomplissons notre mission sans considération de race, de sexe ou de statut social. La soumission de notre travail à des critères essentiellement économiques nous empêche de remplir notre tâche: Nous ne voulons ni refuser des prestations nécessaires, ni fournir des prestations inutiles au plan médical, mais lucratives pour leurs pourvoyeurs.

Les conditions permettant le développement d'une médecine de bon niveau peuvent être réunies dans tous les pays européens. L'Union européenne n'est-elle pas une des régions les plus riches du monde? Pourtant les développements actuels vont à l'encontre de cette volonté.

La santé n'est pas une marchandise!

Que le système de santé pour lequel nous travaillons soit étatisé ou que son organisation repose sur les assurances sociales, nous constatons qu'il est l'objet d'une privatisation et d'une commercialisation croissante. Le système de santé est un marché, la santé et la maladie sont des marchandises.

La privatisation signifie:

- les hôpitaux publics et les institutions d'utilité publique sont privatisés,
- les grands groupes hospitaliers à but lucratif reprennent progressivement les services hospitaliers publics et investissent le secteur ambulatoire,
- dans les systèmes de santé étatisés, les fournisseurs privés sont autorisés à offrir leurs prestations,
- les bénéfices et les surplus générés dans le système de santé sont canalisés sur les investisseurs privés. Ils sont ainsi soustraits au secteur de la santé qui devient plus cher pour les usagers ou les usagères,
- certaines prestations utiles ne sont plus remboursées par le système de santé national ou par les assurances sociales et sont offertes par des fournisseurs privés à des prix supérieurs,
- la part des prestations très coûteuses reposant sur une technologie de pointe est de plus en plus importante.

La privatisation vide le principe de solidarité de son contenu, pousse au transfert des risques liés à la santé sur les individus et limite le champ de l'intervention démocratique. L'obligation de dégager des bénéfices à laquelle les entreprises sont soumises, amène celles-ci à subordonner les priorités médicales aux considérations économiques et mine le rapport entre patients ou patientes et médecins.

L'idéologie de la «saine compétition» est propagée dans le but d'ancrer systématiquement les lois du marché capitaliste dans le secteur sanitaire. Ainsi, les pourvoyeurs privés de services et les organismes publiques ou d'intérêt public se font concurrence. Les hôpitaux sont en compétition pour attirer les patients ou les patientes. Le «gagnant» n'est pas l'hôpital qui soigne le mieux, mais celui qui est le plus performant. Les assurances sociales sont également soumises au principe de la concurrence.

La justification de cette commercialisation du système de santé est partout et toujours la même : Il y a une explosion des coûts en raison du progrès médical, du vieillissement de la population et des exigences de plus en plus démesurées de la population. Etant donné les ressources limitées des pouvoirs publics, il est nécessaire de faire des économies, de préférence par une intensification de la concurrence et par la privatisation.

Pourtant, il est évident que plus le secteur privé est important, plus l'accès d'un individu à des prestations de qualité dépend de son revenu. Plus le secteur privé est développé, plus le système de santé est cher, sans pour autant que l'espérance de vie soit plus longue ou l'état de santé de la population meilleur (cf. p. ex. les Etats-Unis). Par ailleurs, plus les privatisations sont nombreuses, plus le système est bureaucratique, car dans un système concurrentiel n'est payé que ce qui est documenté.

Ceci ne correspond pas à notre conception d'une société véritablement humaine. L'humanité d'une société s'exprime par la solidarité exercée avec ses membres les plus faibles.

Les hôpitaux ne sont pas des fabriques pour patients

La commercialisation a des conséquences inacceptables pour les patient-e-s et les employé-e-s. Elle conduit à un approvisionnement parfois insuffisant, parfois excessif ou inapproprié et engendre ainsi des souffrances inutiles. Dans les pays, où le processus d'économisation est déjà très avancé, un nombre particulièrement important de prestations sont fournies sans indication médicale dans le seul but de gagner des parts de marché. Cela va si loin que des maladies sont créées de toutes pièces dans cette intention. Parallèlement, les effectifs du personnel sont réduits pour assurer les profits. Cela conduit à une intensification du travail pour les employé-e-s et à une baisse de la qualité de la prise en charge pour les patient-e-s et pour les patient-e-s. L'économisation opère une sélection entre les patients hautement rémunérateurs et ceux qui le sont pas, les membres de chaque catégorie étant traités différemment. Ceci porte atteinte au principe d'humanité et est contraire à l'éthique de nos professions.

En tant que professionnel-le-s de la santé, nous nous opposons à l'économisation et à la privatisation du système de santé. Nous demandons:

- le même accès aux prestations de santé pour tous et toutes,
- une prise en charge de haute qualité pour tous et toutes, sans considération de race, de sexe et indépendamment du statut socio-économique,
- un financement solidaire et équitable du système de santé,
- un personnel de santé suffisant, bien formé et convenablement rétribué (avec une clé de répartition du personnel prescrite légalement).

Nous demandons à la population, aux patients et aux patientes, de s'engager à nos côtés pour réaliser ces objectifs. Nous demandons aux politiciens et politiciennes de stopper l'avance de l'économisation et de la privatisation dans le domaine de la santé et d'agir pour renverser cette tendance.

Signataires (13.10.2012)

[Aktion Gsundi Gesundheitspolitik](#) (Suisse); [Asociación Española de Neuropsiquiatría-Profesionales de Salud Mental](#) (Espagne); [Basisgruppe Medizin Göttingen](#) (Allemagne); [Deutsche Gesellschaft für Verhaltenstherapie \(DGVT\) e. V.](#) (Allemagne); [Federación de Asociaciones para la Defensa de la Sanidad Publica](#) (Espagne); [Gewerkschaft Gesundheitsberufe Hannover \(GGB\) in der FAU-Hannover](#) (Allemagne); [International Association of Health policy in Europe](#); [Medical Practitioners' Union – Unite](#) (Grande Bretagne); [MEZIS e.V. \(Mein Essen zahl ich selbst\) - Initiative unbestechlicher Ärztinnen und Ärzte](#) (Allemagne); [National Health Service Consultants' Association](#) (Grande Bretagne) [Notruf113 Marburg](#) (Allemagne); [Ogólnopolski Związek Zawodowy Pielęgniarek i Położnych - OZZ PiP](#) (Pologne); [Socialist Health Association](#) (Grande Bretagne) [Socialistiska läkare](#) (Suède); [Solidarisch G'sund. Initiative für ein öffentliches Gesundheitswesen](#) (Autriche); [Sozialmedizinisches Zentrum Graz](#) (Autriche); [Thure von Uexküll-Akademie für Integrierte Medizin](#), (Allemagne); [Verein demokratischer Ärztinnen und Ärzte](#) (Allemagne); [Verein demokratischer Pharmazeutinnen und Pharmazeuten](#) (Allemagne); [Vereinigung unabhängiger Ärztinnen und Ärzte](#) (Suisse)